

# Les tours et détours du détecteur de mensonge

Le fonctionnement de la machine repose sur un effet placebo

Par l'enregistrement des tressaillements du corps, peut-on prouver qu'un individu ment? Avec près d'un million de tests au détecteur de mensonge pratiqués tous les ans aux Etats-Unis, la société américaine en semble convaincue. Pourtant, les tribunaux ont depuis longtemps rejeté cette technique qui, depuis son invention, accumule de surprenants paradoxes...

## Ken Alder

est professeur d'histoire à Northwestern University, Evanston, Illinois.  
k-alder@northwestern.edu

Ce texte a été traduit par Olivier Lagueux.

Aux Etats-Unis, une affaire d'espionnage a récemment secoué le laboratoire de Los Alamos. Un physicien américain d'origine chinoise, Wen Ho Lee, y a été accusé d'avoir transmis à la Chine des informations secrètes sur une tête nucléaire. Au cours de la procédure, ce physicien a été soumis au détecteur de mensonge et, dans le sillage de cette affaire aux multiples rebondissements, les scientifiques des divers laboratoires d'armement nucléaire sont amenés à subir la même épreuve.

Il apparaît que les agents du FBI ont admis avoir eux-mêmes commis un mensonge lorsqu'ils ont informé Wen Ho Lee des résultats du test qu'il avait subi. Comme nous le verrons plus loin, de tels mensonges font partie intégrante de l'usage de cette machine « polygraphique » qui, pendant l'interrogatoire d'un individu, enregistre quatre paramètres physiologiques : la pression sanguine, la résistance électrique de la peau, le rythme cardiaque et la respiration.

**Précédent nucléaire.** L'emploi de cet instrument peut surprendre le lecteur français. Mais ce n'est pas la première fois que des physiciens nucléaires américains sont confrontés au test du détecteur de mensonge. Il y a plus de cinquante ans, dans le complexe nucléaire d'Oak Ridge, haut lieu historique de l'enrichissement de l'uranium, l'un des coinventeurs du détecteur, Leonarde Keeler, avait déjà mis sur pied un programme de grande envergure, destiné à examiner 6 000 chercheurs, ingénieurs et ouvriers. A en croire la Commission pour l'énergie atomique de l'époque, seul l'usage systématique du détecteur de mensonge permettait de protéger les secrets nucléaires de la nation.

Dès février 1946, Keeler était ainsi en mesure d'affirmer que 1 % des employés avaient « volé du matériel fissile ». Les infractions étaient en réalité tout à fait mineures : dans un cas, un minuscule morceau d'uranium avait été dérobé, et, dans un autre, des ouvriers avaient introduit, pour plaisanter, un petit échantillon dans la poche d'un de leurs camarades.

Les menus larcins et autres escroqueries en tout genre étaient plus nombreux : 10 % des employés avaient menti sur leur curriculum vitae, 12 % avaient dérobé des outils, 3 % avaient utilisé un faux nom, etc.

Six ans plus tard, en pleine guerre froide, la Commission s'intéresse moins aux vols commis par ses agents qu'à leurs opinions politiques. Pour un tiers des employés dont le résultat aux tests a été qualifié de « dérogatoire », elle identifie « des amis ou des relations associés avec des organisations considérées comme anti-américaines ». Or, celles-ci ne sont le plus souvent rien d'autre que des associations de lutte pour le logement social ou l'établissement d'un système public de production électrique ! En 1953, le *New York Times* porte ce curieux programme à la connaissance du grand public, et, sous la pression médiatique, la Commission se voit obligée de convoquer un comité scientifique pour l'évaluer. Sa conclusion est sans ambages : le test est jugé « trompeur et coercitif ». La Commission met alors brutalement fin à son programme. Parallèlement, dans bien d'autres domaines de la société américaine, le maccarthysme suscite une formidable explosion de l'usage du détecteur de mensonge...

Aujourd'hui, tous les ans, près d'un million de tests sont administrés, aux Etats-Unis, par 5 000 à 10 000 opérateurs spécialisés. Le détecteur est aussi bien utilisé dans le cadre d'enquêtes policières que dans des procédures de recrutement, à des fins de sécurité nationale ou dans des campagnes publicitaires. Pourtant, des psychologues universitaires n'ont cessé de démontrer les erreurs de la machine. Le dernier épisode remonte au milieu des années 1980. L'administration Reagan propose de soumettre tous les employés de l'Etat fédéral au détecteur de mensonge. En réponse, le Congrès commande une méta-analyse des essais relatifs à cette méthode. Selon ses conclusions, le détecteur de mensonge fait preuve d'un taux de réussite de 80 %. Pas fameux, quand on sait que le simple hasard fournit un taux de 50 % et que les spécialistes se vantent régulièrement d'une



Dans les années 1920, August Vollmer, leader du mouvement de professionnalisation des policiers américains, eut sous ses ordres les deux principaux promoteurs du détecteur.

© Central Missouri State University

Cet article est la version revue et mise à jour de « Les tours et détours du détecteur de mensonge », *La Recherche* n° 341, pp. 48-53.



Ancien élève de Harvard, William Marston (à l'arrière-plan, penché sur la machine) enregistre ici les réactions physiologiques d'étudiants de Columbia lors d'une séance de cinéma. Pendant la guerre 1914-1918, il fut le premier à utiliser la pression artérielle lors d'interrogatoires d'espions présumés. ©Marston Family Collection

réussite proche de 98 %. Pour David Lykken, psychologue de renom, cette méta-analyse est d'ailleurs exagérément optimiste. Selon lui, les études de terrain conduites dans de « véritables conditions en double aveugle » fournissent un taux de faux positifs de 47 % : autrement dit, la méthode reconnaît que les innocents disent la vérité dans 53 % des cas seulement !

**Désir d'objectivité.** Quelle est l'histoire de ce phénomène typiquement américain, l'usage d'une machine à dénicher les menteurs ? Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les jugements rendus dans les affaires criminelles des pays anglo-saxons reposent sur la « certitude morale » du jury. Une panoplie d'experts a néanmoins été progressivement invitée à interpréter, devant la cour, un ensemble d'indices ou de preuves indirectes que les profanes étaient bien incapables d'évaluer et que les accusés pouvaient difficilement contredire. De fait, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, un espoir est apparu : l'expertise parviendrait à supplanter la prise de décision populaire. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le détecteur de mensonge est ainsi devenu, pour un certain nombre de réformateurs, l'instrument idéal qui allait permettre de juger les accusés en toute objectivité.

**Mais,** si ces réformateurs ont réussi à diffuser l'instrument dans la vie publique américaine, ils ont échoué à le faire accepter par les tribunaux ! Comment la société américaine a-t-elle abouti à cette curieuse acceptation sélective ? Et quelle leçon devons-nous tirer de cette histoire quant à la place de l'expertise aux Etats-Unis ?

**D'un point de vue technique,** le détecteur de mensonge a été fabriqué à partir de plusieurs instruments développés pour l'étude de la physiologie, en Europe et aux Etats-Unis, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En la matière, le pionnier est un Français, Etienne Jules Marey, qui, dans les années 1860, réalise des enregistrements graphiques continus de la pression sanguine, de la respiration et du pouls sur des patients sujets à des nausées ou soumis à des bruits stridents. Des techniques similaires ont ensuite été mises en œuvre pour étudier la psychologie du témoignage par plusieurs chercheurs, dont Lombroso et Jung sont les plus célèbres.

**Un tel projet scientifique s'attaque évidemment au cœur du système judiciaire :** l'évaluation de la crédibilité humaine. Dans les années 1890, un appareil de physiologie fait son apparition à Harvard, où

Hugo Münsterberg et ses élèves l'utilisent pour étudier la sincérité. Dans un ouvrage publié en 1908, Münsterberg reprochera publiquement à la justice américaine son rejet de l'analyse scientifique des témoignages. En 1911, un éditorial du *New York Times* se livrera alors à cette prophétie triomphante : « *Bientôt, il n'y aura plus ni jury, ni horde de détectives et témoins, ni accusation et contre-accusation, ni avocat de la défense... L'Etat soumettra simplement tous les suspects impliqués dans une affaire à des tests d'instruments scientifiques, et, puisque ces instruments ne peuvent faire d'erreur ni mentir, leurs résultats serviront à trancher entre la culpabilité et l'innocence.* »

**Hardware et software.** William Moulton Marston, qui avait été un élève de Münsterberg, fut le premier à utiliser la tension artérielle pour déceler d'éventuelles duperies. Avec lui, naissait le détecteur de mensonge moderne. Marston n'ignorait pas que le détecteur ne fournit pas une mesure objective du mensonge. Au mieux, il décèle le malaise d'un sujet lorsque celui-ci ment consciemment, parce que sa physiologie est modifiée de façon irréprouvable. Mais il faut que ces changements physiologiques puissent se distinguer des signes associés à d'autres émotions, comme la simple peur causée par l'examen. Le défi que tenta de relever Marston était donc double : d'abord fabriquer un *hardware*, fiable et standardisé, pour mesurer les paramètres physiologiques pertinents; puis, de façon moins palpable, concevoir un *software*, c'est-à-dire une technique d'interrogatoire permettant de calibrer un stress spécifique, celui qu'engendre un mensonge, en regard des autres formes de stress.

En 1922, Marston soumet à son détecteur un homme noir de Washington DC, James Alphonse Frye. Celui-ci avait avoué un meurtre avant de se rétracter. Le test de Marston innocente Frye. Pourtant, le juge interdit à Marston de présenter ses résultats devant le tribunal. Son argument est le suivant : le test de Marston empiète sur les prérogatives du jury, or c'est au jury que revient la tâche d'évaluer les propos de l'accusé. Examinée par la Cour suprême, la décision du juge sera confirmée en 1923. Depuis cette date, tous les juges américains sont invités à n'accorder de poids qu'aux témoignages scientifiques d'un seul type d'experts : ceux dont les opinions font l'objet d'un consensus au sein de la communauté scientifique appropriée.

Alors qu'il se trouvait ainsi expulsé du tribunal, le détecteur de mensonge envahissait rapidement d'autres terrains. Dans les années 1920, deux collaborateurs d'August Vollmer, le chef de la police de Berkeley, en Californie, adaptèrent les méthodes de Marston à l'interrogatoire des suspects en garde à vue. Ni l'un ni l'autre n'étaient policiers. Le premier, John Larson, avait un doctorat en psychologie et, plus tard, décrochera un diplôme de psychiatrie. Le second était un jeune entrepreneur, Leonarde Keeler. Dans les années 1920, tous deux collaborèrent sous l'égide de Vollmer, puis, après s'être établis à Chicago dans la décennie suivante, deviendront rivaux et, bientôt, ennemis.

Initialement, les deux hommes avaient un intérêt commun : la réforme de la police. Pendant l'entre-deux-guerres, leur mentor, August Vollmer, avait pris la tête du mouvement prônant la professionnalisation de la police. Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, la police assurait une présence paramilitaire dans les villes américaines et, en ces temps de prohibition, agissait aux frontières de la légalité. Au lieu de réduire le crime et l'immoralité, l'interdiction de la consommation et de la vente d'alcool avait rendu floue la démarcation entre policiers et criminels. Le comportement brutal de la police de l'époque envers les suspects était monnaie courante. Lorsque Larson arriva à Chicago à la fin des années 1920, il écrivit par exemple à Vollmer que la méthode locale pour « *obtenir des preuves fait appel au tuyau d'arrosage, à la matraque et aux bottes, et j'ai pu en voir des exemples de première main* ».

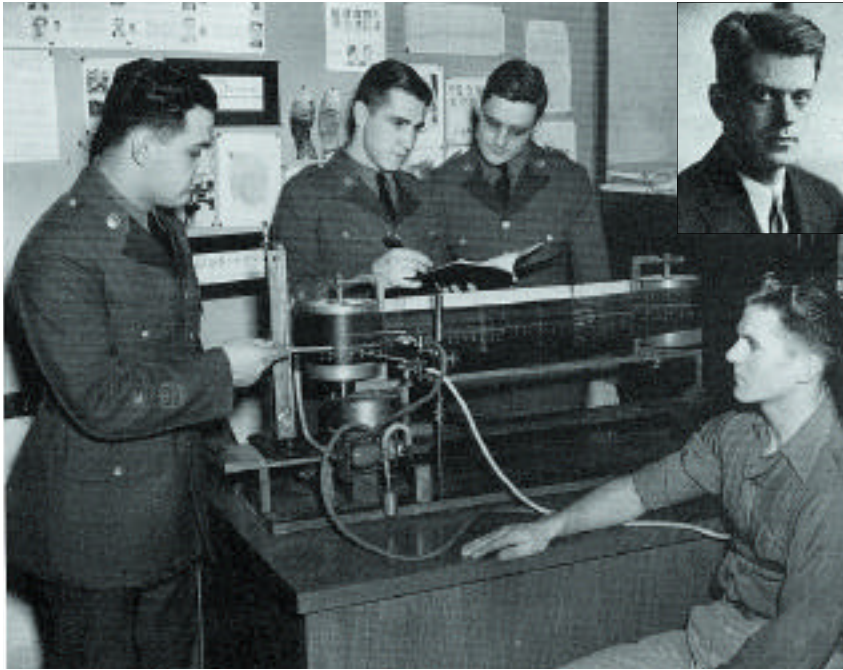
Selon Keeler, le détecteur de mensonge permettrait enfin de briser le lien entre brutalité policière et corruption municipale. A l'occasion d'une affaire embrouillée qui agite le pénitencier de l'Illinois, il avance fièrement : « *[grâce au détecteur] tout cela est sur le point de changer. Je suis la première balle sortie du fusil visant la destruction de la corruption politique et l'établissement d'une gestion scientifique de l'ordre* ». Comment s'étonner cependant que, dans un premier temps au moins, la police résiste à l'irruption du détecteur de mensonge? Elle voit évidemment d'un mauvais œil ces personnages étrangers à la police venir lui ôter son rôle de gardien de l'ordre public. Et comment pourra-t-elle faire preuve d'autorité dans les rues si elle ne peut continuer à exercer son pouvoir sur les corps des individus? Pour couronner le tout, les policiers seront les premiers Américains à être soumis au détecteur de façon routinière!

**Opinion publique.** Parce qu'il s'inscrit dans ce projet qui, depuis l'époque des Lumières, vise à remplacer les appréciations personnelles par des mesures objectives, à substituer la science à la politique, le détecteur de mensonge peut difficilement recueillir l'approbation spontanée des politiciens, peu enclins à abandonner leurs pratiques de clientélisme, ou des policiers, naturellement soucieux de maintenir leur pouvoir discrétionnaire dans les rues. Vollmer, Larson et Keeler s'appuient donc sur l'opinion publique et jouent sur ce désir qu'en matière de justice la recherche de la vérité se fasse sans passion et au nom de règles impersonnelles. L'un des attraits principaux du détecteur de mensonge aux Etats-Unis réside dans cette fable : l'évaluation de la véracité d'un sujet est le fait d'une machine et non d'un être humain. Or, il faut bien comprendre que le détecteur de mensonge ne restreint pas nécessairement le pouvoir discrétionnaire des examinateurs. Et c'est d'ailleurs sur ce point précis que Larson et Keeler emprunteront des chemins divergents.

Keeler choisit une stratégie fondée sur la rémunération de la propriété intellectuelle. Pour lui, réussir, c'est avant tout généraliser l'usage de son détecteur

**Comment calibrer un stress spécifique, celui qu'engendre un mensonge, en regard de la simple peur causée par l'examen ?**





Développé par John Larson en 1921, ce prototype de détecteur nécessitait plus d'une demi-heure d'installation et était d'une manipulation délicate. Seule la mise au point d'une version industrielle, fiable et facile d'emploi, par Leonarde Keeler (médaillon) permettra d'envisager une large diffusion de l'instrument.

© Telshare Publishing, 1984 et JAM Publications, 1996, Lafayette Instruments Company

**La vente d'une machine ne rapporte guère que 125 dollars et, surtout, elle fait naître un nouveau concurrent**

de mensonge... et en tirer des bénéfices importants. Très tôt, il dépose donc un brevet. Dès qu'il l'obtient, en 1931, il accorde une licence de fabrication à la compagnie Western-Electro-Mechanical. Mais il insiste pour conserver un droit de veto sur toute vente de l'instrument. Sa stratégie est délicate. Il sait qu'il a besoin d'une machine fiable faisant rapidement office de standard industriel. Mais il comprend aussi que, pour en tirer un profit maximal, mieux vaut, selon ses propres mots, « contrôler l'instrument et louer ses services ». Quand la société Walgreens, par exemple, souhaite acheter plusieurs machines et constituer sa propre équipe de sécurité, Keeler refuse et propose d'être leur consultant. Comme il le confiera à un proche, la vente d'une machine ne lui rapporte guère que 125 dollars et, surtout, elle fait naître un nouveau concurrent. Pis encore, un opérateur insuffisamment ou mal formé est suscep-

tible de porter atteinte à la « réputation du domaine » et, ainsi, de faire du tort à son commerce personnel. Quand son brevet expirera après la guerre, Keeler changera naturellement de stratégie. Il recentrera alors son entreprise sur la formation d'un grand nombre d'opérateurs, y compris des policiers, pendant de courtes sessions de deux semaines. Tout au long de sa vie, Keeler démontrera aussi un grand savoir-faire dans la promotion de ses activités. Il écrit des articles pour le *Reader's Digest*, est présent dans des affaires célèbres, et alimente régulièrement la presse avec des histoires croustillantes sur la capacité de sa machine à détecter les infidélités conjugales.

Larson choisit une tout autre voie : celle de la science académique. Il publie ses résultats dans des journaux de criminologie et de psychologie car, comme il l'écrit, c'est la priorité « qui importe en science ». Et il s'enorgueillit de ne pas emprunter la voie « non éthique » qui aurait consisté à breveter son instrument initial. Il s'inquiète de la politique commerciale de

Keeler, de la formation « superficielle » de ses opérateurs et de son engouement pour la publicité qui, selon lui, nuit à la réputation de la nouvelle science. Larson reconnaît néanmoins que Keeler a su produire un appareil standard sans lequel les chercheurs ne seraient jamais parvenus à fonder la science du détecteur de mensonge. Il l'écrit à Keeler en 1927 : « Je voulais que tu t'occupes de la partie technique et en obtiennes tous les bénéfices potentiels. Je pouvais ainsi me consacrer à l'expérimentation clinique... »

Le « truc des cartes ». La complexité de la relation entre les deux promoteurs du détecteur de mensonge s'éclaire à l'examen de l'aspect « logiciel » du dispositif. Keeler utilise la technique dite du « pertinent-non pertinent » pour étalonner son détecteur en présence d'un individu donné. Dans cette première étape, il s'agit de comparer une réponse apparemment sincère (« Oui, j'ai fumé une cigarette ce matin ») avec un mensonge possible (« Non, je n'ai pas commis de meurtre mardi dernier »). Certes, la forte réaction physiologique d'un individu à une question portant sur un meurtre peut simplement indiquer qu'elle engendre davantage de stress que le thème de la cigarette matinale. Une solution partielle à ce problème consiste à calibrer la machine en obligeant le sujet à mentir. Keeler apprécie particulièrement le « truc des cartes ». Dans cette ruse, Keeler demande à la personne interrogée de choisir une carte dans un jeu, puis à chaque carte qu'on lui présente, de nier qu'il s'agisse de la sienne. Keeler identifie ensuite la carte choisie en examinant les graphiques produits par le détecteur. Ce faisant, il établit un « seuil de mensonge » mais, surtout, convainc son interlocuteur qu'il est en mesure de déceler ses tromperies : il augmente ainsi sa peur, donc la probabilité de le prendre en faute. En réalité, Keeler ne réussissait son « truc des cartes » qu'en commettant lui-même un mensonge : le jeu de cartes était marqué!

Telle qu'elle est mise en œuvre par Keeler, la technique de détection du mensonge fait ainsi délibérément appel à une interrogation déloyale pour intimider les suspects. D'abord, les accusés sont informés qu'ils seront laissés en liberté avant leur procès s'ils acceptent de subir le test, et, bien sûr, le passent avec succès. Puis, une fois le test terminé, le sujet est confronté avec les traces graphiques complexes qui sont censées révéler la trahison de son corps. Il lui est alors fortement conseillé de se confesser. Et, en effet, dans de telles circonstances, nombreux sont ceux qui passent aux aveux.

En 1939, Keeler se livre à un sondage auprès de treize unités de police utilisatrices de sa machine. Des quelque 9000 sujets examinés, 97 % avaient « volontairement » accepté de subir le test. Près du tiers ont été qualifiés de menteurs et 60 % d'entre eux ont ensuite été persuadés d'avouer leur crime. Curieusement, pour une raison qui reste à expliquer, ce pourcentage est très notablement inférieur dans la police de l'Etat d'Indiana (6 % seulement). Quant à ceux qui, bien qu'ils aient été qualifiés de menteurs,

ne sont pas passés aux aveux, environ la moitié a été écrouée, tandis que l'autre moitié a été laissée libre. Enfin, parmi les deux tiers de « non-menteurs », seul un infime pourcentage (0,3 %) a finalement été jugé coupable.

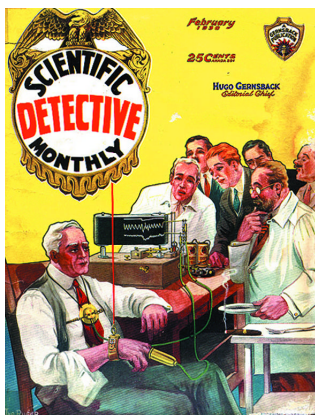
**Inquisiteur s.** En dépit de son interdiction officielle dans les tribunaux, le système judiciaire a donc permis à la police d'utiliser le détecteur de mensonge pour trier les suspects, négocier une diminution de la gravité des charges ou extorquer des aveux. En ce sens, le détecteur de Keeler fonctionne selon une logique qui rappelle la torture judiciaire sous l'Ancien Régime. Après tout, quelle est la différence avec le comportement de l'inquisiteur qui, au cours du procès de Galilée, « montre les instruments » à l'accusé? Voilà d'ailleurs pourquoi la police a, finalement, accueilli favorablement la technique. Non seulement Keeler a réussi à fabriquer un instrument facile à utiliser, même pour un policier peu entraîné, mais il a surtout mis au point un mode de fonctionnement qui augmente le pouvoir de l'opérateur.

Cela explique aussi pourquoi la machine a si peu évolué depuis les années 1930 : le « hardware » a finalement peu d'importance. Certes, durant la dernière décennie, des algorithmes informatiques ont été développés pour traiter automatiquement les réactions physiologiques du sujet. Mais, parce que ces algorithmes empêchent les opérateurs d'accuser faussement les sujets de mentir, des examinateurs de l'Institut du détecteur au département de la Défense m'ont affirmé qu'ils avaient pour habitude d'éteindre l'ordinateur!

**Keeler** réussit à étendre son marché bien au-delà du domaine policier. Il parvient notamment à exploiter la méfiance qui, souvent, est au cœur de la relation employeurs-employés. Pendant la grande dépression des années 1930, Keeler vend ainsi ses techniques d'interrogatoire aux dirigeants de nombreuses grandes compagnies. Invité à passer au crible les employés de plusieurs banques, Keeler obtient des résultats semblables : 20 % à 30 % des préposés au guichet ont dérobé de petites sommes d'argent à divers moments de leur carrière. Quand les responsables s'apprêtent à les congédier, Keeler insiste pour qu'ils restent à leur poste et, chaque année, soient à nouveau soumis au test. Ainsi, assure-t-il, ces employés seront les plus fiables d'entre tous. Le plus souvent, la direction se laisse convaincre... et Keeler s'assure la commande régulière d'une série de tests.

Avec le même argument de vente, Keeler fait adopter sa machine par le gouvernement américain. En 1945, par exemple, il soumet à son détecteur les prisonniers de guerre allemands qui, à l'époque, suivent une formation pour un emploi de policier dans l'Allemagne occupée. Keeler trouve que 36 % d'entre eux affichent une sympathie pour les nazis ou, pour être plus précis, ressentent un stress lorsqu'on leur pose des questions sur leurs opinions politiques. En

**La police accepte la machine parce que son mode de fonctionnement augmente le pouvoir de l'interrogateur**



**En propageant très vite l'image d'objectivité** revendiquée par ses promoteurs, la presse participe au renforcement du pouvoir d'intimidation de la machine à dénicher les menteurs. © DR

## Et la graphologie ?

Dans de nombreux pays, y compris la France, des experts font appel à diverses techniques pour « lire » le corps humain afin d'en extraire des signes révélateurs de l'identité d'un sujet, de son comportement ou de sa loyauté. L'analyse de l'écriture pour identifier l'auteur de documents controversés remonte à la Renaissance en France. En dépit d'abus caractérisés – souvenons-nous de l'affaire Dreyfus –, son usage est toujours en vigueur dans les tribunaux français. Et si sa technique sœur, la graphologie, n'a jamais servi de preuve en matière de justice, son emploi est largement répandu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en matière de recrutement.

Du point de vue de la psychologie universitaire, le statut de la graphologie est analogue à celui du détecteur de mensonge aux Etats-Unis et, de la même façon que les experts américains sont parvenus à diffuser l'usage de leur instrument, la profession de graphologue se porte particulièrement bien en France. Des deux côtés de l'Atlantique, il semble bien que nous n'ayons pas fini de nous interroger sur nos manières d'évaluer la loyauté humaine, y compris la loyauté des experts en loyauté!

demandant à ces prisonniers de dénoncer les nazis (et communistes) qui se cacheraient parmi eux, ne donne-t-on pas à ces futurs policiers une bien piètre image des valeurs de la démocratie américaine? Pas du tout, répondent les responsables du programme... Un an plus tard, Keeler débute ses interrogatoires à l'usine d'armes atomiques d'Oak Ridge. La loyauté des personnels n'est pas le seul enjeu de ce programme. Il s'agit également d'encadrer les conditions de la gestion et de la propriété des connaissances techniques. Le détecteur de Keeler rappelle ainsi aux travailleurs, qu'ils soient artisans ou ingénieurs, que la connaissance qu'ils contribuent à créer demeure la propriété de leurs employeurs industriels et gouvernementaux.

**Cols blancs.** On sait que la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a vu la montée en puissance de vastes bureaucraties au sein des entreprises capitalistes et de l'Etat gardien de la sécurité nationale. Comme l'ont montré les historiens de l'économie et les historiens des organisations, ces nouvelles structures hiérarchiques ont émergé pour gérer les risques liés aux relations de marché. Mais les dirigeants pouvaient-ils véritablement faire davantage confiance à leurs salariés qu'à leurs fournisseurs et sous-traitants? C'est là que le détecteur de mensonge est entré en scène. Le million de tests pratiqués annuellement à partir des années 1950 indique l'espoir que les dirigeants ont placé dans le détecteur : que son ombre intimidante renforce la loyauté de cette nouvelle main-d'œuvre en col blanc.

Le détecteur de mensonge rencontra cependant quelque résistance au sein de la société américaine. Une association de défense des libertés civiles, The American Civil Liberties Union, dénonça les pou-



**Les cinq meilleurs spécialistes sont incapables de se mettre d'accord sur l'interprétation d'un enregistrement**

voirs coercitifs du test. Des syndicats contestèrent le droit des employeurs à faire usage du détecteur à volonté. Mais des décennies de plaintes n'ont guère fait bouger les choses jusqu'à ce que, à la fin des années 1980, le projet du président Reagan d'étendre l'usage du détecteur au sein de l'administration fédérale engendre le vote d'une loi de protection des employés en 1988. Grâce à cette loi, le nombre de tests pratiqués a récemment diminué, mais le système comporte encore des failles importantes.

Dans les années 1920, Larson lui-même avait espéré que le détecteur soit un jour soumis à une « *évaluation objective, scientifiquement contrôlée et normalisée, de sa validité* ». Mais, en 1927, il dut se résoudre à ce constat amer : « *Les cinq spécialistes qui ont le plus travaillé dans ce domaine sont incapables de se mettre d'accord sur l'interprétation d'un enregistrement.* » Larson a toujours été irrité par les méthodes de Keeler. Il voit en lui le « *lycéen en culottes courtes* » qu'il a formé et n'a de cesse de dénoncer son goût immodéré pour l'argent. Il demande, par exemple, à Keeler d'interrompre un test dès que le sujet « *fait valoir toute forme d'objection au test* ». Sans succès, il exige de lui qu'il pose toujours des questions spécifiques, par exemple : « *avez-vous pris*

*\$ 160 000?* », et non pas : « *Avez-vous jamais volé quelque chose dans cette banque?* » Et il condamne la « *commercialisation non éthique* » que Keeler exploite sans mesure. Il militera pour que le détecteur ne soit pas un instrument autorisant des poursuites criminelles, ni un outil pour obtenir des aveux. En fait, le taux d'aveux anormalement bas dans la police de l'Etat d'Indiana s'explique par l'intervention directe de Larson : c'est lui qui avait formé l'examineur local!

Pour autant, cela ne signifie pas que Larson ne croyait pas en l'utilité du détecteur. Après tout, aucune maladie n'est jamais diagnostiquée de manière infaillible, ce qui n'empêche pas les médecins d'avoir une profonde compréhension de nombreuses pathologies. Au début des années 1930, à l'Institute for Juvenile Research de Chicago, Larson commença à développer une

approche clinique, non coercitive, de sa machine, au sein d'une équipe comprenant un expert en détecteur, un psychologue, un médecin et un avocat. Larson continuera à mettre en œuvre cette approche dans diverses institutions psychiatriques et correctionnelles au cours des années 1940 et 1950. Après tout, à en croire de nombreux psychiatres, un mensonge n'est pas moins révélateur qu'une parole véridique, n'est-ce pas?

Par son jugement sur l'affaire Frye en 1923, la Cour suprême avait édicté qu'une preuve scientifique

« *doit avoir été suffisamment établie pour avoir reçu une approbation générale dans le domaine particulier dont elle relève* ». Mais cette recommandation élude une seconde question : qui sont les experts pertinents dans un domaine particulier? En matière de détecteur de mensonge, Keeler et ses émules ont longtemps revendiqué ce rôle. Mais ils ont eu beau faire valoir la fiabilité de leur méthode, l'expertise des psychologues académiques a toujours eu la préférence des tribunaux. Pourquoi la justice a-t-elle fait preuve d'un si grand scepticisme à l'égard du détecteur? N'accorde-t-elle pas une attention bienveillante à plusieurs sciences médico-légales au statut douteux, la graphologie (voir l'encadré : « *Et la graphologie?* »), l'identification balistique, la psychologie médico-légale, toutes disciplines qui, en dehors d'un petit cercle de praticiens, font l'objet d'une profonde méfiance?

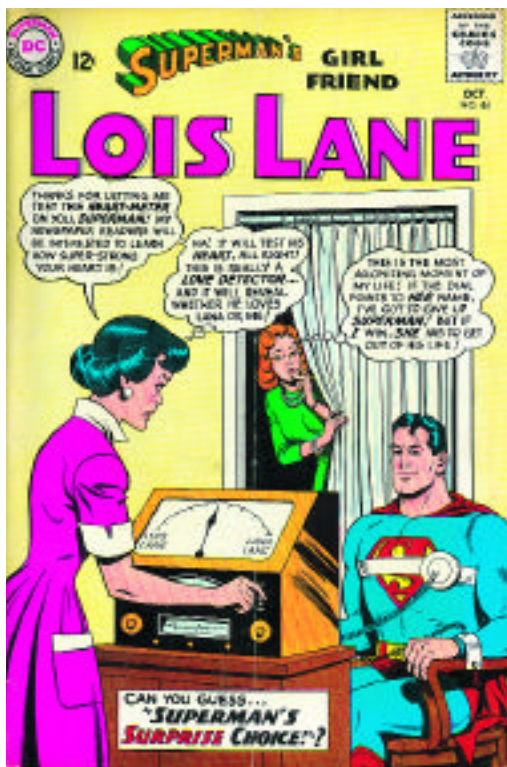
**Le marché de l'expertise.** La véritable raison du rejet du détecteur par les tribunaux ne réside pas dans les défauts de l'instrument. Bien au contraire, c'est la revendication de sa puissance qui est la cause principale de son rejet. De fait, l'expert en détecteur, si on acceptait de le croire, repousserait dans l'ombre tous les autres témoins, influencerait indûment le jury, voire, comme certains l'ont rêvé, finirait par le supplanter. Allons plus loin : les tribunaux américains n'ont pas seulement rejeté le test du détecteur de mensonge parce que, avec Larson, ils lui ont dénié un statut « scientifique », mais en raison du succès commercial de Keeler. C'est en effet Keeler qui, en mettant sur pied une formation rapide des opérateurs, a créé un marché pour ce type particulier d'expertise renforçant le pouvoir discrétionnaire de l'examineur. Et c'est encore Keeler qui a cultivé le mythe de l'efficacité du détecteur, non seulement pour accroître son chiffre d'affaires, mais aussi pour rendre le détecteur plus efficace.

En résumé, le détecteur de mensonge est une technoscience éminemment paradoxale : elle ne fonctionne que dans la mesure où l'opinion publique a été convaincue qu'elle fonctionnait ; or, elle ne marche que si ses opérateurs mentent! En d'autres termes, l'efficacité du détecteur de mensonge repose sur ce que la médecine appelle l'effet placebo, c'est-à-dire la puissance résiduelle produite par la confiance « purement » sociale que la technologie médicale inspire à ses patients (et à ses fournisseurs). Qu'en pensent les scientifiques américains qui, aujourd'hui, dans les laboratoires nucléaires, sont soumis au détecteur? **K. A. ■**

**Pour en savoir plus**

- Ken Alder, « To tell the truth : the polygraph exam and the marketing of American expertise », *Historical Reflections*, 24, 487, 1998.

- Site officiel de l'American polygraph association [www.polygraph.org](http://www.polygraph.org)
- Et aussi : [www.larecherche.fr](http://www.larecherche.fr)



A son tour, la bande dessinée s'empare du détecteur. Superman lui-même n'échappe pas à la règle selon laquelle, si l'esprit peut mentir, le corps est sincère. L'usage policier de l'instrument sera surtout mis en scène par un autre héros, Dick Tracy, inventé par Chester Gould, l'un des élèves de Leonard Keeler. © DR